

équi
justice

2023-2024

BILAN DES ACTIVITÉS

et données statistiques

Avril 2023

Mars 2024



equijustice.ca

Rapport interactif

Repez le symbole



pour accéder aux éléments cliquables

Bonne lecture!

MOT DE LA PRÉSIDENTE

MOT DE LA DIRECTION

A PROPOS

COUP D'OEIL SUR L'ANNÉE



COMITÉS DE TRAVAIL

VIE ASSOCIATIVE ET COLLABORATIONS

PUBLICATIONS ET MÉDIAS

REMERCIEMENTS

DONNÉES ET STATISTIQUES

“



VOUS AVEZ FAIT DE CETTE ANNÉE, UNE ANNÉE ENLEVANTE.

PIERRE MARCOUX

Président du Conseil d'Administration du réseau Équijustice, Directeur d'Équijustice Estrie.

Pour ce rapport d'activités 2023 2024, je désire attirer votre attention sur le rayonnement de notre réseau de justice réparatrice et de médiation, autant au Canada qu'à l'international où nous tissons des liens avec la France, la Belgique, l'Angleterre, le Brésil et la Polynésie française. Des personnes de ces régions étaient d'ailleurs présentes lors de notre congrès annuel de mai 2023.

Plus près de nous, quelques faits saillants pour l'année 2023-2024 :

- Nous avons engagé une direction de la médiation sociale, ce qui permettra la consolidation, le développement et le rayonnement de la médiation sociale dans la province ;
- Nous avons implanté un service de clavardage sur notre site internet, permettant de recevoir des demandes de manière anonyme ;
- Nous achevons le travail de mise à jour de la gouvernance du Réseau Équijustice.

Je remercie les administrateurs, la directrice générale, les directions de services, toutes les personnes qui ont consacré du temps en s'impliquant dans les 10 comités de travail et 4 comités de partenaires. Nous remercions également Mme Catherine Rossi à titre de chercheure, M. Serge Charbonneau à titre de conseiller, ainsi que tous les ambassadeurs et ambassadrices du Réseau Équijustice. Vous avez fait de cette année, une année enlevante.

Vous retrouverez les détails de nos activités à la lecture de ce rapport qui se veut cette fois interactif !

Bonne lecture !

“



SI LES PERSONNES CONCERNÉES SONT LES MIEUX PLACÉES POUR PRENDRE LEURS DÉCISIONS, ALORS LA JUSTICE RÉPARATRICE DOIT ÊTRE PROMUE COMME UN CHOIX CRÉDIBLE POUR LES PERSONNES VICTIMES, ACCUSÉES ET LES PROCHES QUI EN FONT LA DEMANDE.

Marie-Eve Lamoureux

Directrice générale d'Équijustice

Cette année, je souhaite vous partager ma fierté concernant l'ensemble des activités réalisées par les 24 équipes engagées dans le réseau Équijustice.

Lorsque je regarde dans le rétroviseur de l'année, j'ai été touchée par les nombreuses personnes victimes, majoritairement des femmes, qui ont choisi d'explorer la justice réparatrice afin de prendre la parole, de dévoiler les violences qu'elles ont subies, de reprendre leur parcours de justice en main en choisissant le dialogue.

Je suis fière que nous puissions leur offrir un espace de réflexion où elles peuvent exprimer leurs souhaits, ou elles peuvent construire leur manière de concevoir le dialogue et où elles sont soutenues. Grâce à la posture si particulière que les médiateurs et les médiatrices relationnelles ont adoptée, je suis assurée que les personnes auteures de ces violences sont accueillies avec tout autant de bienveillance, qu'elles puissent réfléchir aux enjeux du dialogue et qu'elles s'investissent dans ces nécessaires et difficiles conversations avec honnêteté et transparence. Je suis rassurée que toutes les personnes désirant parler de violences ne soient pas seules pour le faire.

Je peux témoigner du profond engagement et du professionnalisme de nos équipes de médiation qui se sont dotées des plus hauts standards de pratiques. En nous référant leurs usagers, je constate plus encore cette année à quel point de nombreux professionnels et organisations nous font confiance, nous encouragent et affirment avec nous l'importance d'offrir ces espaces de communication.

Si les personnes concernées sont les mieux placées pour prendre leurs décisions, alors la justice réparatrice doit être promu comme un choix crédible pour les personnes les victimes, accusées, et les proches qui en font la demande. C'est en tissant des liens étroits avec tous ces partenaires que l'option de justice réparatrice devient visible et, par ricochet, devient plus sécuritaire. Ensemble, nous garantissons un filet de sécurité autour des personnes qui participent à des démarches de réparation et de médiation.

Je remercie chacun des travailleurs du réseau Équijustice pour leur immense contribution à rendre notre vision concrète en offrant des services accessibles et adaptés à un nombre toujours plus grand de citoyens et de citoyennes.

MISSION

Développer une justice équitable et accessible à tous en invitant les personnes à s'engager dans la gestion des difficultés qu'elles vivent et en les accompagnant dans le respect de leurs droits et de leurs différences.

VALEURS

Accueil, bienveillance,
communication,
collaboration

A PROPOS

Équijustice est une association provinciale à but non lucratif comptant 23 membres à travers tout le Québec. Le réseau offre une expertise en matière de justice réparatrice et de médiation citoyenne.

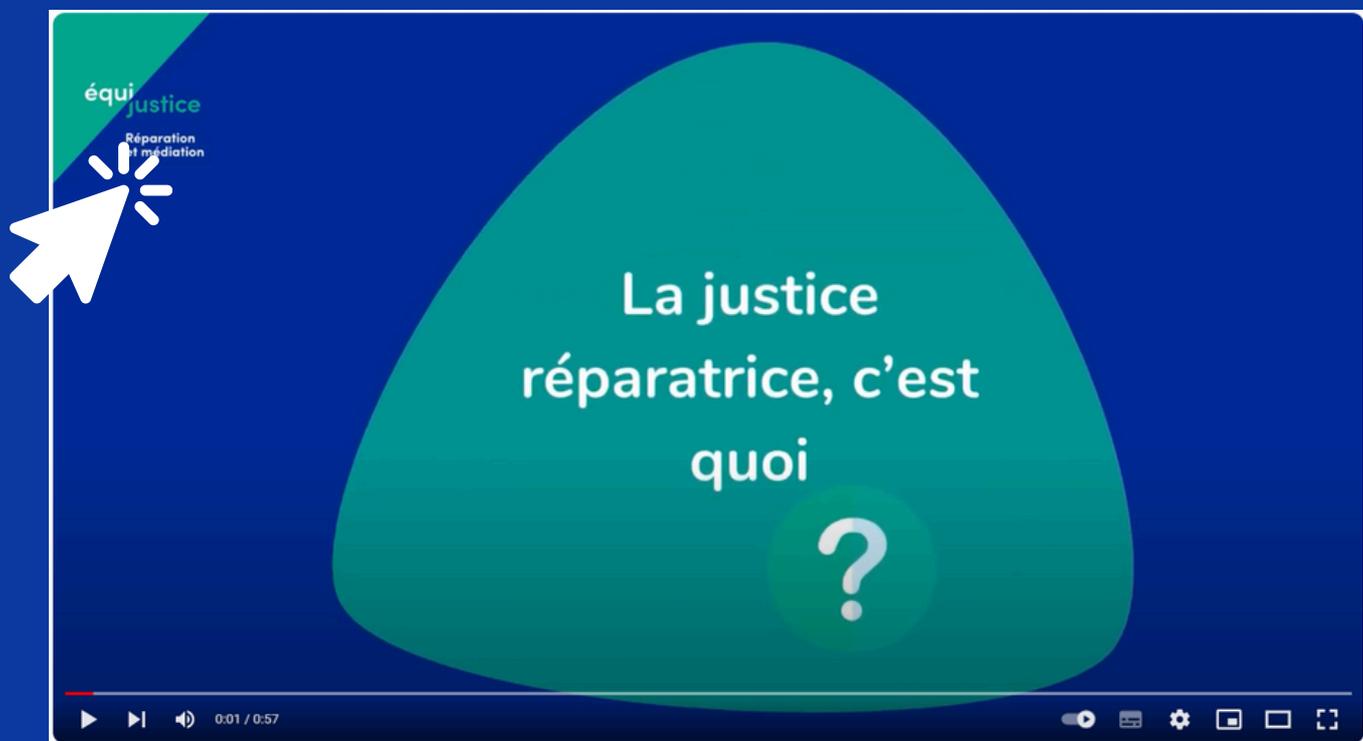
Depuis 1989, le réseau veille à ce que ses activités bénéficient à ses membres, aux partenaires et aux citoyens et citoyennes du Québec.

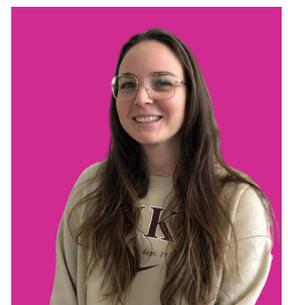
- Promouvoir les services des membres auprès des instances gouvernementales et communautaires
- Développer, soutenir et encadrer l'excellence des pratiques
- Être un chef de file de la justice réparatrice en favorisant le partage d'informations et d'expertise tant au Québec, au Canada qu'à l'international



TOUT SAVOIR SUR
EQUIJUSTICE.CA

Nos services de justice réparatrice et de médiation citoyenne expliqués en moins d'une minute!





DÉCOUVRIR L'ÉQUIPE



Un nouveau chapitre pour la médiation commence

Depuis le 1^{er} avril 2023, Luc Simard occupe le poste de directeur de la médiation sociale. Ces dernières années, nos services n'ont cessé de croître, donnant naissance à plusieurs initiatives dans tous les contextes sociaux possibles. Les lieux et les situations propices à la médiation sont aussi nombreux que divers, c'est pourquoi il était nécessaire de consolider le développement de nos services de médiation et de soutenir nos membres ainsi que nos partenaires : c'est ainsi que le poste de direction de la médiation sociale est né.

Justice pénale pour les mineurs : Coopération France-Québec

Équijustice prend part à une coopération France-Canada dans le cadre de la justice réparatrice et la médiation pénale pour les mineurs. L'échange est financé par le Consulat général de France à Québec qui a confié la réalisation du projet au Pôle territorial de formation du Grand Nord (France) et à notre organisme (Québec). Au début du mois de novembre, le Québec a accueilli Mesdames Basma Hammami et Lila Benarab du ministère de la Justice française. Fin novembre, Catherine Lapierre, Marie-Trahan et Me Véronique Champagne se sont à leur tour rendues en France pour faire une immersion dans le système judiciaire pour adolescents français.



Clavardage

En février, un service de clavardage a été implanté sur le site internet d'Équijustice. Des intervenant.es sont disponibles pour répondre à toutes les questions des visiteurs en lien avec nos services de justice réparatrice.

23

membres

8

réunions du CA

14

comités de travail

93

médiateurs
médiatrices
accrédité.es en
médiation pénale

127

médiateurs
médiatrices
certifié.es en
médiation citoyenne

32

médiateurs
médiatrices
accrédité.es en
médiation spécialisée

57

personnes impliquées dans
les comités de travail

3587

dossiers PMRG reçus

4

formations offertes en PMRG
et médiation relationnelle

3751

dossiers LSJPA reçus

ACCRÉDITATION

L'unité d'accréditation rédige et met à jour les règlements sur le processus d'accréditation et de certification en médiation prévoyant les critères à respecter pour agir à titre de médiateur et médiatrice salarié.e ou bénévole, valide la reconnaissance des formations externes, édite les certificats.

FORMATION EN MÉDIATION PÉNALE

Offre la formation aux nouveaux candidats médiateurs et les superviser. Dispense les formations continues pour les médiateurs pénaux qui doivent maintenir leur accréditation. En plus, le sous groupe de formation en médiation spécialisée offre des ateliers de perfectionnement et du soutien à la cohorte de médiation spécialisée.

FORMATION PMRG

Élabore et offre les formations PMRG aux intervenants des organismes responsables de déployer le programme dans leur secteur.

DÉMARCHE DE RÉPARATION ET TRAVAUX BÉNÉVOLES (DRTB)

Travaille à l'harmonisation des pratiques d'intervention, la mise en œuvre des changements nécessaires et leur implantation auprès de tous les acteurs du réseau. La formation DRTB est désormais offerte à l'ensemble des intervenants du Réseau qu'ils exercent dans le cadre de la LSJPA ou du PMRG.

GOUVERNANCE

Révise les règlements généraux et de les actualiser en regard de l'évolution des objectifs du Réseau et de la bonification de son panier de services .

INTERVENTION PMRG

Soutient les intervenants dans leur pratique du PMRG, encadre le processus de détermination de la mesure de rechange de l'accusé. Ce partage d'expériences cliniques hebdomadaires participe à l'évolution clinique du programme.

MÉDIATION CITOYENNE

Met à jour le contenu de formation, offre la formation des formateurs, en plus d'actualiser le processus de certification, d'orchestrer trois fois par an les réunions de gestionnaires d'unité de médiation citoyenne et les activités provinciales pour les bénévoles.

T.I

Développe une culture numérique au sein du réseau dans différents aspects : intervention, travail collaboratif, veille technologique, formations à la sécurité et aux nouveaux outils numériques, ainsi que des cliniques techno. Participe au développement et à l'implantation du nouveau logiciel de données clients pour la gestion des dossiers PMRG, LSJPA et médiation citoyenne.

RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

S'assure de la qualité des services rendus et de participe à l'amélioration ou l'adaptation de la pratique sur le plan théorique et clinique. Le volet recherche vise notamment à réaliser des enquêtes sur les réalités du terrain et sur les actions cliniques et pratiques des intervenants. Le volet développement vise à faire progresser l'état des connaissances acquises en évaluation, et ce, dans le but d'actualiser les services ou la pratique d'Équijustice (rédaction de divers documents, l'élaboration d'approches d'intervention, la détermination des caractéristiques pratiques et théoriques des orientations d'Équijustice et ses membres, le développement d'outils pratiques, etc.).

RENFORCEMENT DES ATTITUDES PROSOCIALES (RAP)

Rédige le guide des normes de pratiques, révisé et d'harmonise les pratiques dans le cadre des mesures de sensibilisation au PMRG et de développement des habiletés sociales en LSJPA, en réfléchissant à la posture de l'intervenant et en y intégrant l'approche Équijustice, aussi bien avec les adolescents qu'avec les adultes.

COMITÉS DE PARTENAIRES

Le COMITÉ DES PARTENAIRES LSJPA a été initié par Équijustice en janvier 2021. Issu du comité intersectoriel, il réunit les partenaires de la justice pour mineurs avec pour objectif d'accroître l'espace accordé à la justice réparatrice lorsqu'un adolescent est judiciairisé. Ainsi, la concertation permet de dresser un portrait et d'améliorer les pratiques, d'augmenter la place des victimes, la réparation des torts causés directe ou dans la communauté, enfin de mettre en exergue l'approche réparatrice. Dans le cadre de ses travaux, Équijustice a réuni des membres provenant du ministère de la Justice du Québec (MJQ), du ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), du Directeur provincial (DP), des procureurs du Bureau des affaires jeunesse, du BAVAC et de l'ASSOJAQ.

Le COMITÉ DE VIGIE PMRG analyse divers dossiers PMRG qui ont été traités au cours des derniers mois par les partenaires et qui ont soulevé des questionnements. Les partenaires du programme sont réunis afin de valider le mécanisme de détermination des mesures de rechange, proposer, le cas échéant, des ajustements à ce mécanisme, proposer, le cas échéant, des ajustements aux règles d'échange d'information.

Le COMITÉ DE SUIVI LSJPA auquel nous participons prend son mandat de la Table clinique des DPJ-DP. Il agit comme comité aviseur auprès de ceux-ci et alimente les différentes instances qui œuvrent dans le contexte de la LSJPA. Il s'assure de la diffusion de l'information provenant des différents comités de travail liés aux adolescents contrevenants aux personnes pertinentes. Le comité s'inspire du modèle québécois d'intervention en délinquance dans les orientations qu'il préconise.

Le COMITÉ DE SUIVI PMRG réunit les partenaires provinciaux du programme pour s'assurer du déploiement harmonieux et à la bonne collaboration des partenaires le sous-comité des sanctions extrajudiciaires le sous-comité des mesures extrajudiciaires.

VIE ASSOCIATIVE ET COLLABORATIONS

NOS COLLABORATIONS AU QUÉBEC/CANADA impliquent

- Le ministère de la Santé et des services sociaux - Table des directeurs provinciaux ;
- Le ministère de la Justice ;
- Le ministère de la Sécurité publique ;
- Le milieu associatif dont
- l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (membre);
- La Table provinciale des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (membre);
- L'Association Plaidoyer-victime (membre et membre du CA);
- la Société de criminologie du Québec (membre);
- le Réseau de l'action bénévole du Québec (membre);
- Les Centres d'aide tels que CAVAC, CALACS, CIVAS, etc.
- Le milieu universitaire et de la recherche - CICC - RAIV ;
- Autres : Forum du comité d'action sur l'accès à la justice civile et familiale
- Table ronde sur la justice participative

Plusieurs de nos médiateurs et médiatrices, dont Serge Charbonneau, Luc Simard et Marie-Eve Lamoureux, agissent également dans le cadre du Programme « Possibilité de justice réparatrice » offert par le Service correctionnel Canada

À L'INTERNATIONAL, Équijustice a su tisser d'étroites relations professionnelles avec plusieurs organismes dont l'Institut français de justice réparatrice (IFJR), le Réseau national d'accès au droit et à la médiation (RÉNADEM), le Centre pour la justice restaurative belge Médiante, l'organisme Resolve West de Bristol, l'APAJ de Polynésie française et l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) en France. Pendant l'année, nous avons accueilli plusieurs délégations européennes.

Serge Charbonneau a offert plusieurs formations à l'intention de partenaires en France, en Italie, en Angleterre, et en Polynésie française. Il siège également sur le comité scientifique du "Congrès de toutes les médiations" d'Angers et de l'IFJR.

CALENDRIER DE NOS ACTIVITÉS



CALENDRIER DE NOS ACTIVITÉS

SERVICE AUX
MEMBRES

2023-2024

équi
justice
Réparation
et médiation

ÉVÉNEMENTS

REPRÉSENTATIONS

COLLABORATIONS



CALENDRIER DE NOS ACTIVITÉS

SERVICE À LA
POPULATION

2023-2024

équi
justice
Réparation
et médiation

ÉVÉNEMENTS

REPRÉSENTATIONS

COLLABORATIONS

PUBLICATIONS & MÉDIAS



Le pouvoir de faire bouger les choses

segment | 10 mars 2024 | 12 minutes 55 secondes

« C'est difficile de se faire entendre dans le système de justice. Moi j'ai porté plainte en 2017 et ma cause n'est pas terminée. J'attends toujours le jugement de la Cour d'appel. Je comprends les victimes d'agression sexuelle de ne pas nécessairement vouloir porter plainte. C'est pour ça qu'il faut valoriser d'autres services en parallèle à ça, qui sont parajudiciaires, comme la justice réparatrice. » Léa Clermont-Dion



Le 9h45

La difficulté de porter plainte et l'importance de l'éducation

« Le but (de la justice réparatrice) c'est d'offrir des moyens de se réparer. Ça se fait par l'écoute, en lieu clos, c'est solennel, c'est respectueux, on est vraiment à l'écoute des besoins notamment de la victime. Et je peux dire une chose, souvent les victimes d'agression sexuelle qui portent plainte veulent être justement entendues, respectées, dans un climat sécuritaire, donc ça peut convenir à beaucoup de monde. », Léa Clermont-Dion

Equity, Diversity & Inclusion

Justice of the Peace

Essay Contest

[MLJ Shorts] La justice réparatrice pour les jeunes contrevenants

Posted on Thu, 4 Apr 2024

Dans cet épisode, nous plongeons au cœur de la justice des jeunes contrevenants au Canada, avec une attention particulière portée sur le Québec.

Nos invitées sont Me Véronique Champagne, procureure en chef au Bureau des affaires de la jeunesse du Directeur des poursuites criminelles et pénales et Mme Catherine Lapierre, directrice des services de justice réparatrice pour mineurs à Équijustice.

00h
28m
37s

“En justice réparatrice, ce qui est central c'est de s'intéresser aux torts qui ont été causés. C'est à dire que le point de référence, ce n'est pas le délit, ce n'est pas la transgression, ce n'est pas non plus l'individu qui a commis le délit, mais ce sont plutôt les torts qui ont été causés. On va être dans l'idée qu'en partant des torts causés, il va falloir les réparer.” Catherine Lapierre

LE GENRE HUMAIN
Rattrapage du 3 mars 2024 : Le rapport de l'être humain au bruit

53 min

Résumé

Monic Néron présente un reportage à propos d'un homme souffrant d'acouphènes; le comédien Guillaume Lambert parle de sa relation difficile avec le bruit; la Dre Louise Lajoie, médecin spécialiste en santé publique et en médecine préventive au Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides, explique comment le bruit peut être dommageable pour notre santé; et Luc Simard, directeur de la médiation sociale au Centre intégré de santé et de services sociaux, aborde le sujet de la médiation citoyenne lorsque le bruit devient source de litige entre deux parties.

14 h 43
Luc Simard : La médiation citoyenne quand le bruit devient source de litige
16 min

Le rapport de l'être humain au bruit. L'émission "Le genre humain" du 3 mars donne la parole à Luc Simard, directeur de la médiation sociale à Équijustice, sur la question du bruit comme source de litige entre les personnes.

Voir autrement, agir différemment : la justice réparatrice

Luc Simard
Directeur de la médiation sociale

Mathilde Martin
Responsable des communications - Équijustice

Sommes-nous « en train de démontrer une pénalisation du social, ou au contraire une socialisation du pénal ? Et si oui, comment y contribue cet étrange pouvoir qu'est celui de la justice réparatrice ? »

"Si d'aucuns constatent une forme de judiciaire des problèmes sociaux, les organismes de justice réparatrice ont fait le pari inverse : sociabiliser la justice et le système pénal. Un pari relevé grâce à la collaboration entre les différents milieux professionnels, et rendu possible grâce à la confiance que les organismes communautaires placent en l'humain."
Luc Simard et Mathilde Martin

Histoires d'adolescents contrevenants

ROSMY ROSALIE SAMUEL K. MAXIME ACTEURS SOCIAUX ET JUDICIAIRES RECHERCHES BILAN DPJ/DP

ROSALIE

Contribution pour le bilan DP DPJ : récits numériques sur la LSJPA

"Lorsque la déléguée à la jeunesse m'a informée que mes parents souhaitaient une mesure de médiation dans le contexte d'une sanction extrajudiciaire, j'ai accepté. Avant la rencontre, j'étais très anxieuse, mais avec la médiatrice d'Équijustice, tout s'est très bien déroulé. Cela nous a permis de revenir sur les événements et d'aborder les conséquences de mon geste sur toute la famille." Rosalie

REMERCIEMENTS

Le réseau Équijustice remercie

Toutes les personnes qui s'impliquent sur les comités de travail. Leur apport est inestimable.

**NOS 23 MEMBRES
QUI NOUS FONT
CONFIANCE**



Les partenaires nationaux et internationaux qui soutiennent notre mission et sont de précieux alliés de la justice réparatrice

**LE MINISTÈRE DE LA
JUSTICE DU QUÉBEC**



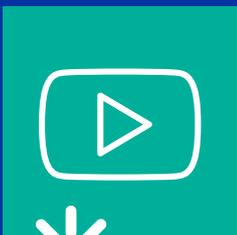
**LE MINISTÈRE DE LA
SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX DU QUÉBEC**



**NOS ACTIVITÉS SONT POSSIBLES GRÂCE À LEUR SOUTIEN
FINANCIER.**

équij justice

Réparation
et médiation



DONNÉES ET STATISTIQUES DES SERVICES

2023-2024

équijustice

DONNÉES ET STATISTIQUES

2023-2024

LSJPA, PMRG, Méditation
citoyenne et spécialisée

equijustice.ca



En savoir plus?

info@equijustice.ca